

Réponse à la question

Les nouveaux changements politiques au Liban

(Traduit)

Question :

Al-Araby Al-Jadeed a publié sur son site internet le 21/01/2025 : « ... Nawaf Salam est parti après avoir rencontré le président Joseph Aoun ce soir, mardi, au palais de Baabda, portant un dossier noir à la main sans révéler s'il avait soumis des noms ou une formation ministérielle... », notant que : « Après une vacance présidentielle de plus de deux ans en raison de divergences politiques, le Parlement libanais a élu Aoun comme président du pays le 09/01/2025. Quatre jours après son élection, Aoun a chargé Nawaf Salam de former un nouveau gouvernement libanais. » (Al-Jazeera, 20/01/2025).

Que se passe-t-il au Liban pour qu'un accord aussi rapide ait été trouvé concernant la nomination du commandant en chef de l'armée, Joseph Aoun, en tant que président le 9 janvier 2025, après une vacance du poste qui a duré plus de deux ans, suivi, quelques jours plus tard, d'un accord sur Nawaf Salam comme Premier ministre le 13 janvier 2025 ? Comment tout cela s'est-il produit aussi rapidement ? Cette rapidité signifie-t-elle qu'un travail de préparation est en cours pour transformer le visage du Liban, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou s'agit-il d'un changement habituel, comme cela se produit dans la région ?

Réponse :

Afin de clarifier les réponses aux questions ci-dessus, nous devons examiner les points suivants :

Premièrement : Les grandes évolutions politiques dans la région et dans le monde ont conduit à cette transformation rapide au Liban. Ensuite, Aoun a été élu président du Liban, et Nawaf Salam a été désigné Premier ministre. Pour clarifier cela, nous disons :

1- Peu après l'assassinat des dirigeants du parti iranien par l'entité juive et avant le cessez-le-feu, des appels ont émergé au Liban pour élire un président et mettre fin à la vacance du poste. Ces appels ont été menés par les opposants du parti iranien, comme le groupe de Samir Geagea, qui a ouvertement rejeté son soutien à Gaza pendant la guerre. Cela constituait une exploitation de la situation découlant du conflit, et ces initiatives étaient guidées par les conseils des envoyés européens qui faisaient des tournées au Liban parallèlement aux visites de l'envoyé américain Hochstein, lequel se concentrait sur le cessez-le-feu. Le parti iranien dénonçait ces appels de l'opposition libanaise.

2- Après 12 sessions infructueuses pour élire un président au Liban au cours des deux dernières années, les différentes forces politiques libanaises sont parvenues soudainement à un accord, et le commandant en chef de l'armée, Joseph Aoun, a été choisi comme nouveau président pour mettre fin à la vacance du poste. Le parti iranien avait annoncé que son candidat était Suleiman Franjeh. (Chaîne Al-Alam, 07/01/2025) Franjeh est affilié à l'axe iranien et à l'ancien régime de Bachar, puis il a annoncé le retrait de sa candidature afin de parvenir à un accord.

3- Les partisans de l'axe iranien (son parti et le Mouvement Amal) n'ont pas élu Joseph Aoun lors de la première session, ce qui signifie que le vote a échoué faute d'atteindre les deux tiers des voix (86 votes). Puis, lors de la deuxième session, après une réunion avec ces blocs parlementaires, ils ont voté pour lui, et il a obtenu 99 votes. Ainsi, le vote en faveur de Joseph Aoun lors de la deuxième session visait à montrer que, sans les voix du parti iranien et du Mouvement Amal, Joseph Aoun n'aurait pas remporté la présidence. Bien que cela signifie que l'influence des partisans de l'Iran existe toujours et qu'ils influencent le vote, leur renoncement à l'obstruction, dont ils sont pourtant capables, traduit un recul.

4- Le 13/01/2025, un nouveau Premier ministre a été nommé au Liban, Nawaf Salam. Il a été présenté comme un candidat de consensus politique, car il n'est ni Najib Mikati, le candidat du parti iranien et de ses alliés, ni Fouad Makhzoumi, le candidat du groupe de Samir Geagea, c'est-à-dire des opposants au parti iranien. Ainsi, Nawaf Salam a été désigné Premier ministre du Liban.

5- Nawaf Salam était un candidat rejeté par le parti iranien et les forces qui lui sont alliées au Liban. Le parti iranien l'a refusé en 2019 après la démission de Saad Hariri et l'a qualifié à l'époque de « candidat américain ». Hassan Diab avait été nommé à sa place, et le parti a de nouveau rejeté sa nomination la même année après l'explosion du port de Beyrouth le 04/08/2019.

6- Il semble que ce choix ait provoqué la colère du parti iranien et du Mouvement Amal : le correspondant d'Al Jazeera a rapporté le 13/01/2025 que le bloc parlementaire du Hezbollah n'avait nommé aucun candidat pour le poste de Premier ministre libanais. Après la rencontre des représentants du bloc du Hezbollah avec le président libanais pour proposer un Premier ministre, le représentant du parti, Muhammad Hassan Raad, a exprimé son regret et déclaré que certains cherchaient à exclure et marginaliser le groupe. Il a ajouté, dans des déclarations aux journalistes : « Nous avons fait un pas positif lors de notre rencontre avec le président de la République, mais nous n'avons pas trouvé de main tendue », soulignant que le groupe agirait avec calme et sagesse afin de préserver l'intérêt national.

Une source proche du Hezbollah a rapporté que le parti et son allié, le Mouvement Amal, dirigé par le président du Parlement Nabih Berri, soutenaient la reconduction de Mikati au poste de Premier ministre. Il a expliqué que la reconduction de Mikati faisait « partie de l'accord conclu avec l'envoyé saoudien au Liban, Yazid bin Mohammed bin Fahd Al Farhan, ce qui a conduit le Hezbollah et Amal à procéder à l'élection d'Aoun à la présidence jeudi dernier ». Dans le même contexte, la BBC a rapporté le 13/01/2025 les propos du chef du bloc parlementaire du parti iranien affirmant que la reconduction d'Aoun faisait « partie de l'accord conclu avec l'envoyé saoudien au Liban, ce qui a conduit le Hezbollah et Amal à procéder à l'élection d'Aoun comme président. »

Deuxièmement : Voici le déroulement des événements au Liban : le Parlement a élu un nouveau président et a également nommé un nouveau Premier ministre. En y regardant de plus près, nous constatons ce qui suit :

1- Nous constatons que l'Amérique est totalement satisfaite des nouvelles évolutions politiques au Liban, ou plutôt, c'est elle qui en est responsable. Le président Biden a déclaré : « Je le félicite pour son élection à la présidence du Liban » et a ajouté : « Le président Aoun fournira un leadership crucial alors que le Liban et 'Israël' mettent pleinement en œuvre cet arrêt des hostilités et que des centaines de milliers de personnes rentrent chez elles, permettant au Liban de se rétablir et de se reconstruire. Le président Aoun a ma confiance. Je crois fermement qu'il est le leader qu'il faut en ce moment. » (CNN Arabic, 09/01/2025). De plus, l'agent américain Mohammed ben Salmane l'a également félicité en Arabie saoudite (Al-Hurra, 09/01/2025).

2- Ainsi, les nouvelles évolutions politiques au Liban n'ont aucun lien avec le conflit international qui s'y déroule. Le Liban était entre les mains de l'Amérique sous la présidence de Michel Aoun, qui apparaissait comme faisant partie de l'axe iranien. L'actuel président, Joseph Aoun, a été nommé commandant de l'armée en 2017 par l'agent américain Michel Aoun. Cela signifie que le président actuel, Joseph Aoun, provient en réalité du cercle des agents de l'Amérique. En effet, avant et après la vacance présidentielle de 2022, l'Amérique a fourni une aide militaire à l'armée libanaise. Cela démontre qu'elle entretient une relation étroite avec le commandant en chef de l'armée, Joseph Aoun. Nawaf Salam, qui a passé sa vie à enseigner et à se former dans des universités françaises et américaines ainsi que dans des institutions internationales, notamment en tant que président de la Cour internationale de justice, ne peut pas être en dehors de ce cadre non plus.

3- Ainsi, l'Amérique est aujourd'hui en train de modifier les règles de son jeu au Liban. Après avoir compté sur l'Iran, son axe et les forces qui lui sont affiliées au Liban pour consolider son influence, elle écarte aujourd'hui ces forces au profit de nouvelles figures pour poursuivre son

emprise sur le Liban. Le Liban était sous le contrôle de l'Amérique et l'est toujours, mais elle en change simplement le visage et la forme.

4- Quant aux puissances affiliées aux Européens, elles savent que leur pouvoir est inférieur à celui de l'Amérique. La France, par sa participation au comité des cinq, a rejeté la candidature de Joseph Aoun à la présidence dès 2023, lorsque son nom a été avancé par les États-Unis et l'Arabie saoudite (Al-Araby Al-Jadeed, 22/09/2023), mais elle a fini par être contrainte de l'accepter. D'autre part, les Européens n'ont pas l'influence nécessaire pour rendre le président subordonné envers eux-même. Samir Geagea, qui détient le plus grand bloc chrétien au Parlement, n'a même pas déclaré son intention de se présenter à la présidence, compte tenu de la forte opposition du parti iranien. Ce dernier a déclaré : « Pas de veto sur un nom, sauf celui de Samir Geagea, car son projet est destructeur pour le Liban. » (Asharq Al-Awsat, 06/01/2025). De même, il a rejeté la candidature de Fouad Makhzoumi au poste de Premier ministre, proposée par les partis d'opposition (RT, 13/01/2025). Ainsi, les puissances affiliées aux Européens sont incapables de monopoliser l'une des trois présidences au Liban, ces postes restant entre les mains des partisans de l'Amérique.

5- Cependant, les Européens acceptent les nouvelles évolutions politiques au Liban. Le président français Emmanuel Macron a félicité Aoun pour son élection à la présidence du Liban, dans un tweet publié sur son compte sur la plateforme X. Macron considère que ces élections « ouvrent la voie aux réformes et à la restauration de la souveraineté et de la prospérité du Liban. » (Al-Hurra, 10/01/2025). La déclaration du président français reflète la position des puissances européennes et leur satisfaction face au déclin de l'influence iranienne au Liban. Cela signifie qu'ils se contentent d'avoir atteint une partie de leurs objectifs, à savoir éloigner le Liban de l'influence iranienne, et d'être présents dans le comité des cinq, mis en place après la vacance présidentielle pour superviser les affaires libanaises. La France y siège aux côtés des États-Unis, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, tandis que le Qatar représente les intérêts britanniques.

Autrement dit, l'Amérique est aujourd'hui l'acteur international dominant au Liban, et c'est elle qui change les visages et les formes, tandis que les Européens se contentent de voir l'ombre de l'Iran disparaître du Liban.

Troisièmement : En ce qui concerne le changement du visage du Liban à l'interne et à l'externe, cela est évident à travers les éléments suivants :

1- À l'interne, il est probable que les restrictions sur les armes du parti iranien s'intensifient, car la nécessité de la « résistance », qui accompagnait auparavant les déclarations présidentielles au Liban, a disparu et a été absente des déclarations du nouveau président :

a- Contrairement aux discours traditionnels qui ont caractérisé les époques précédentes après la guerre civile libanaise, le discours d'Aoun contenait des messages clairs, notamment son insistance sur la nécessité de « consacrer le droit de l'État à monopoliser les armes » comme un pilier fondamental pour renforcer la souveraineté du Liban. (Al-Hurra, 10/01/2025). Aoun a déclaré dans son discours : L'État libanais – et je répète, l'État libanais – se débarrassera de l'occupation 'israélienne'. (CNN Arabic, 10/01/2025).

b- Nawaf Salam a commenté les fuites médiatiques concernant la répartition des portefeuilles entre les partis traditionnels et le respect des conditions imposées par le Hezbollah et le Mouvement Amal, notamment en leur accordant le ministère des Finances... Salam a ajouté qu'il « ne s'était engagé à accorder aucun portefeuille à un parti spécifique, et que le ministère des Finances, comme tous les autres ministères, ne devait pas être le monopole d'une seule secte »... soulignant qu'il penchait pour un gouvernement de 24 ministres... (Al-Araby Al-Jadeed, 21/01/2025).

2- À l'externe, en analysant les événements, on remarque ce qui suit :

a- De manière inhabituelle, l'Iran n'a joué aucun rôle apparent dans le choix du président et du Premier ministre, bien que son influence soit présente derrière les positions de son parti au Liban, et que le parti iranien et ses alliés aient la capacité de bloquer ces évolutions, mais ne l'ont pas fait. Par conséquent, ces changements américains, décrits comme un coup d'État, se déroulent

avec l'approbation implicite de l'Iran. L'influence iranienne est en réalité en déclin dans la région arabe. L'Amérique a confié à la Turquie la gestion de la solution politique en Syrie, excluant ainsi l'Iran, tout comme elle a complètement écarté la Russie de l'équation syrienne. C'est la nouvelle politique américaine dans la région, et elle s'est appliquée au Liban de la même manière. Ce n'est pas seulement la politique de l'administration Biden, mais la prochaine administration partage la même vision et travaillera à l'approfondir en Syrie, au Liban et à son extension en Irak. Cette politique américaine est totalement en phase avec les intérêts de l'entité juive et pourrait être l'une des promesses faites par l'administration Biden à cette entité lorsqu'elle l'a poussée à accepter un cessez-le-feu au Liban.

b- Il semble que le nouveau président libanais comprenne que l'Amérique l'a placé à ce poste à cette étape pour des changements majeurs qui attendent le Liban. Le président Aoun a déclaré au début de son discours d'investiture : « Les honorables représentants m'ont fait l'honneur de m'élire président de la République libanaise, ce qui est la plus grande médaille que je porte et la plus grande responsabilité, devenant ainsi le premier président après le premier centenaire de l'établissement du Grand Liban, en pleine secousse au Moyen-Orient où les alliances se fissurent, des régimes s'effondrent et des frontières peuvent changer. » (Independent Arabia, 11/01/2025). Selon la même source, il se rendra en Arabie saoudite comme première destination étrangère : « Le président libanais Joseph Aoun a déclaré aujourd'hui, samedi, que l'Arabie saoudite serait sa première destination à l'étranger, après avoir reçu une invitation lors d'un appel téléphonique avec le prince héritier Mohammed ben Salmane. »

c- Il est également évident que l'Amérique confie désormais à l'Arabie saoudite la gestion du dossier libanais, après l'avoir confié auparavant à l'Iran. C'est pourquoi le rôle saoudien sera prépondérant dans les affaires libanaises, notamment dans la reconstruction, d'autant plus que l'Iran devrait être soumis à de nouvelles pressions commerciales et financières imposées par l'administration Trump. L'Arabie saoudite remplacera ainsi l'Iran au Liban, tant sur le plan politique que financier, en soutenant la reconstruction, en renforçant l'armée libanaise et en facilitant le désarmement du parti iranien. Cela pourrait même entraîner le Liban dans un processus de normalisation avec l'entité juive, surtout que le prochain président américain, Trump, pousse l'Arabie saoudite à accélérer cette normalisation.

Quatrièmement : Cette situation effroyable est susceptible de perdurer au Liban et dans la région jusqu'à ce qu'Allah accomplisse Son décret promis, et que l'État islamique, le Khilafah (Califat), soit établi. Alors, toutes ces forces politiques disparaîtront du Liban et de la région, et avec elles l'entité juive, tout comme le régime d'Assad a disparu de Syrie. La terre du Sham redeviendra alors, comme elle l'a toujours été, le cœur battant de toute la Oumma islamique. Nous sommes certains du retour du Khilafah après cette domination oppressive dans laquelle nous vivons. Ahmad a rapporté d'après Hudhayfa que le Messager d'Allah (SAWS) a dit : « نَمَّ تَكُونُ مُلْكًا جَبْرِيَّةً فَتَكُونُ مَا شَاءَ اللَّهُ أَنْ تَكُونَ، نَمَّ يَرْفَعُهَا إِذَا شَاءَ أَنْ يَرْفَعَهَا، نَمَّ تَكُونُ خِلَافَةً عَلَى مِنْهَاجِ النَّبُوَّةِ. نَمَّ سَكَتَ » « Puis il y aura un règne tyrannique (ملكًا جبرية), et il durera aussi longtemps qu'Allah le voudra, puis Il l'ôtera s'Il le veut. Ensuite, il y aura un Califat sur le modèle de la prophétie. » Puis, il (sws) se tut.

Où qu'il soit établi, il atteindra le Sham et s'y installera. Al-Tabarani a rapporté d'après Salamah ibn Nufayl que le Messager d'Allah (SAWS) a dit : « عَفْرُ دَارِ الْإِسْلَامِ بِالشَّامِ » « Le cœur du foyer de l'Islam est au Sham. »

Il combattra les Juifs et éliminera leur entité occupant la terre bénie, ramenant ainsi complètement la Palestine au sein du foyer de l'Islam, et demain est proche pour ceux qui peuvent le voir. Mais la loi d'Allah a exigé qu'Il (SWT) n'envoie pas des anges du ciel pour établir pour nous un Khilafah (Califat) qui combat notre ennemi pendant que nous restons assis, mais plutôt qu'Il (SWT) envoie Ses anges en renfort et en bonne nouvelle de Sa victoire pour des hommes qui ont cru en leur Seigneur et qu'Il a guidés davantage, à des soldats musulmans, patients dans la guerre, protégés par leur Imam et combattant derrière lui leurs ennemis. **Et alors, nous serons parmi ceux** qui mériteront la concrétisation de la bonne nouvelle : **﴿نَصْرٌ مِنَ اللَّهِ وَفَتْحٌ﴾** « ... Un secours d'Allah et une victoire imminente. 'Alors' annonce, 'Ô Prophète', la bonne nouvelle aux croyants. » [As-Saf : 13].

23 Rajab 1446 H

23/1/2025